



**Didier MILLAND**  
**Avocat**

13 B route des Bois  
Parc de Montaly  
38500 Voiron  
didier.milland@milland-avocat.net

SIRET : 81829498500036

**Monsieur M. Luc BAUDRY**  
**Président**  
**SITIV**  
**20, place Général Leclerc**  
**21120 IS-SUR-TILLE**

*Par courrier électronique*

Voiron, le 2 avril 2024

**Objet : Etude de préfiguration pour la création d'un syndicat unique sur le bassin versant de la Tille – Note de cadrage**  
**Ref. : SITIV-2024-1**

**Monsieur le Président,**

**Cher Monsieur,**

**En fait, il ressort des informations que vous nous avez communiquées que :**

- Le Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de la Tille Supérieure, de l'Ignon et de la Venelle (SITIV) et le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Tille Aval de la Norges et de l'Arnison (SITNA) exercent leurs missions sur le bassin versant de la Tille.
- Ces deux syndicats de rivières, qui prennent la forme de syndicats mixtes fermés depuis le transfert de plein droit de la compétence GEMAPI aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, exercent les compétences listées aux items 1°, 2°, et 8° de l'article L.211-7 du code de l'environnement et ont également engagé une procédure de modification statutaire en vue de se voir transférer les compétences « hors GEMAPI » des items 7°, 11° et 12° du même article.
- Les membres des deux syndicats mixtes sont des EPCI à fiscalité propre : 5 communautés de communes pour le SITIV et 6 communautés de communes et Dijon Métropole pour le SITNA.
- Les deux syndicats envisagent, en vue d'une gestion cohérente, de créer un syndicat unique sur le bassin versant.

Au cours de la réunion de lancement de la mission qui s'est tenue dans vos locaux le 8 février 2024, vous avez souhaité pouvoir disposer, en priorité, d'une note juridique analysant les différents scénarios possibles pour parvenir à cet objectif (procédures et impacts en matière de gouvernance, de compétences, et de personnel).

Tel est l'objet de la présente note.



## I. Les procédures de fusion de syndicats mixtes prévues par les textes

Il existe, dans le CGCT, deux procédures de fusion potentiellement applicables aux syndicats mixtes (en l'état actuel de la jurisprudence, cf. en ce sens, TA Bordeaux 20 juillet 2022, n° 2106356).

La procédure de l'article L.5212-27 peut être mise en œuvre pour la fusion de syndicats mixtes ouverts ou fermés, tandis que la procédure de l'article L.5711-2 est réservée aux syndicats mixtes fermés.

### I.1 La procédure de l'article L.5212-27

L'article L.5212-27 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que :

*« I. – Des syndicats de communes **et des syndicats mixtes peuvent être autorisés à fusionner** dans les conditions fixées par le présent article.*

*Le projet de périmètre du nouveau syndicat envisagé peut être fixé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département lorsque les membres font partie du même département, ou par arrêté conjoint des représentants de l'Etat dans les départements concernés dans le cas contraire :*

*1° Soit dans un délai de deux mois à compter de la première délibération transmise, à l'initiative d'un ou de plusieurs organes délibérants des membres du ou des syndicats ou de l'organe délibérant du ou des syndicats dont la fusion est envisagée ;*

*2° Soit à l'initiative du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements, après avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois à compter de leur saisine ;*

*3° Soit à l'initiative de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale.*

*Cet arrêté dresse la liste des syndicats intéressés. Les syndicats concernés sont consultés sur le projet de périmètre et les statuts. Leur avis est réputé favorable s'il n'intervient pas dans un délai de trois mois après la notification du projet d'arrêté.*

*Le projet de périmètre et les statuts sont également notifiés par le représentant de l'Etat dans le département au maire de chaque commune ou, le cas échéant, au président de l'organe délibérant de chaque membre d'un syndicat dont la fusion est envisagée. Les organes délibérants des membres des syndicats concernés disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le projet de périmètre et les statuts du nouveau syndicat. A défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.*

*Les propositions de modification du projet de périmètre adoptées, dans le respect des objectifs prévus aux I et II de l'article L. 5210-1-1 et des orientations définies au III du même article, par la ou les commissions départementales de la coopération intercommunale à la majorité des deux tiers de leurs membres sont intégrées à l'arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le département.*

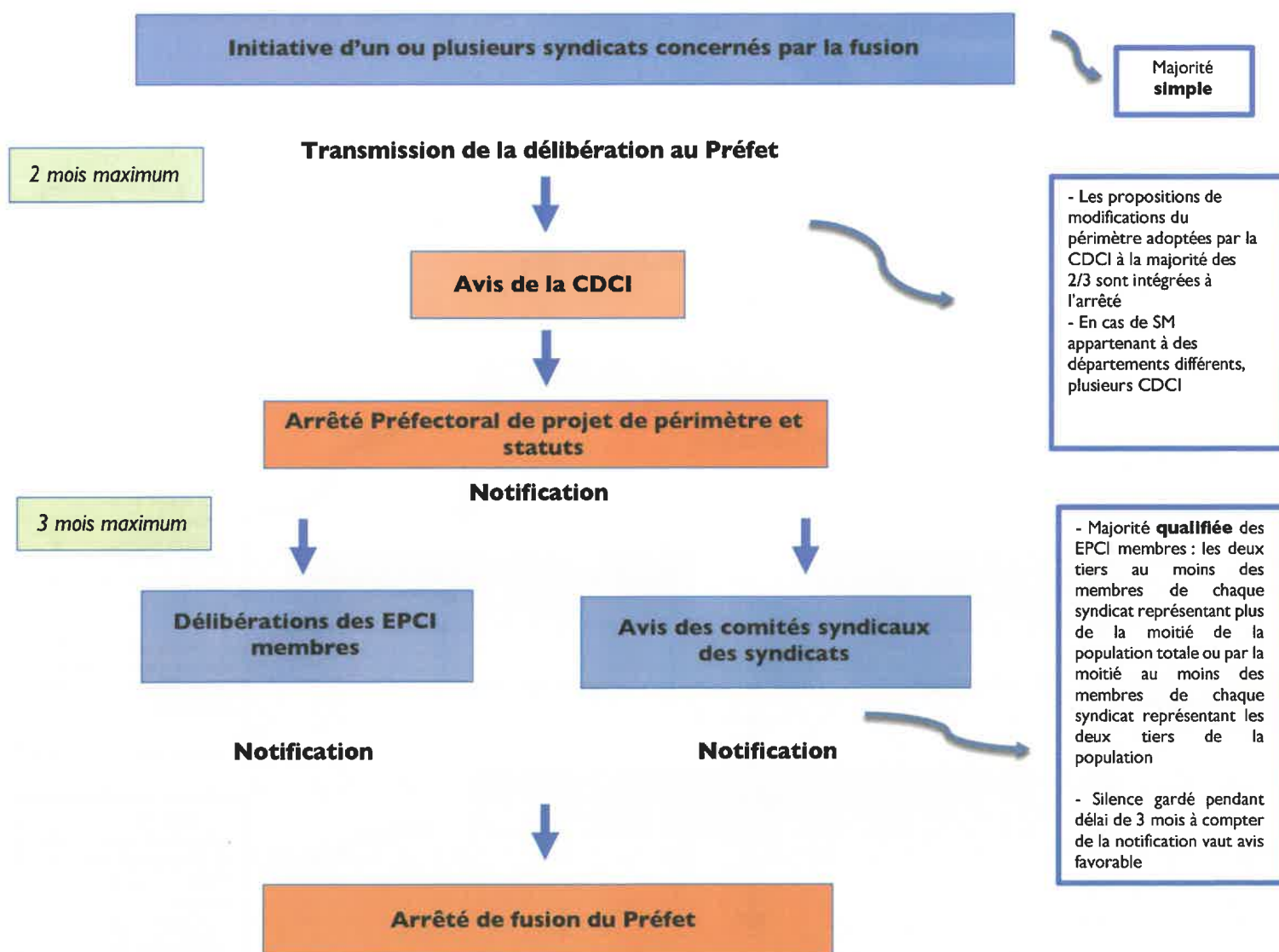
*II. – La fusion peut être décidée par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés, après accord des organes délibérants des membres des syndicats sur l'arrêté dressant la liste des syndicats intéressés à la fusion et sur les statuts du nouveau syndicat. Cet accord doit être exprimé par les deux tiers au moins des organes délibérants des communes ou des établissements publics de coopération*

intercommunale membres des syndicats inclus dans le projet de périmètre représentant plus de la moitié de la population totale de ceux-ci, ou par la moitié au moins des mêmes organes délibérants représentant les deux tiers de cette population.

Dans le cas où le projet de fusion inclut un ou plusieurs syndicats mixtes prévus à l'article L. 5721-1, l'accord sur la fusion doit être exprimé par délibérations concordantes des organes délibérants des syndicats intéressés et des membres les constituant.

(...)

**Cette procédure peut être synthétisée comme suit :**



## I.2 La procédure de l'article L.5711-2 du CGCT

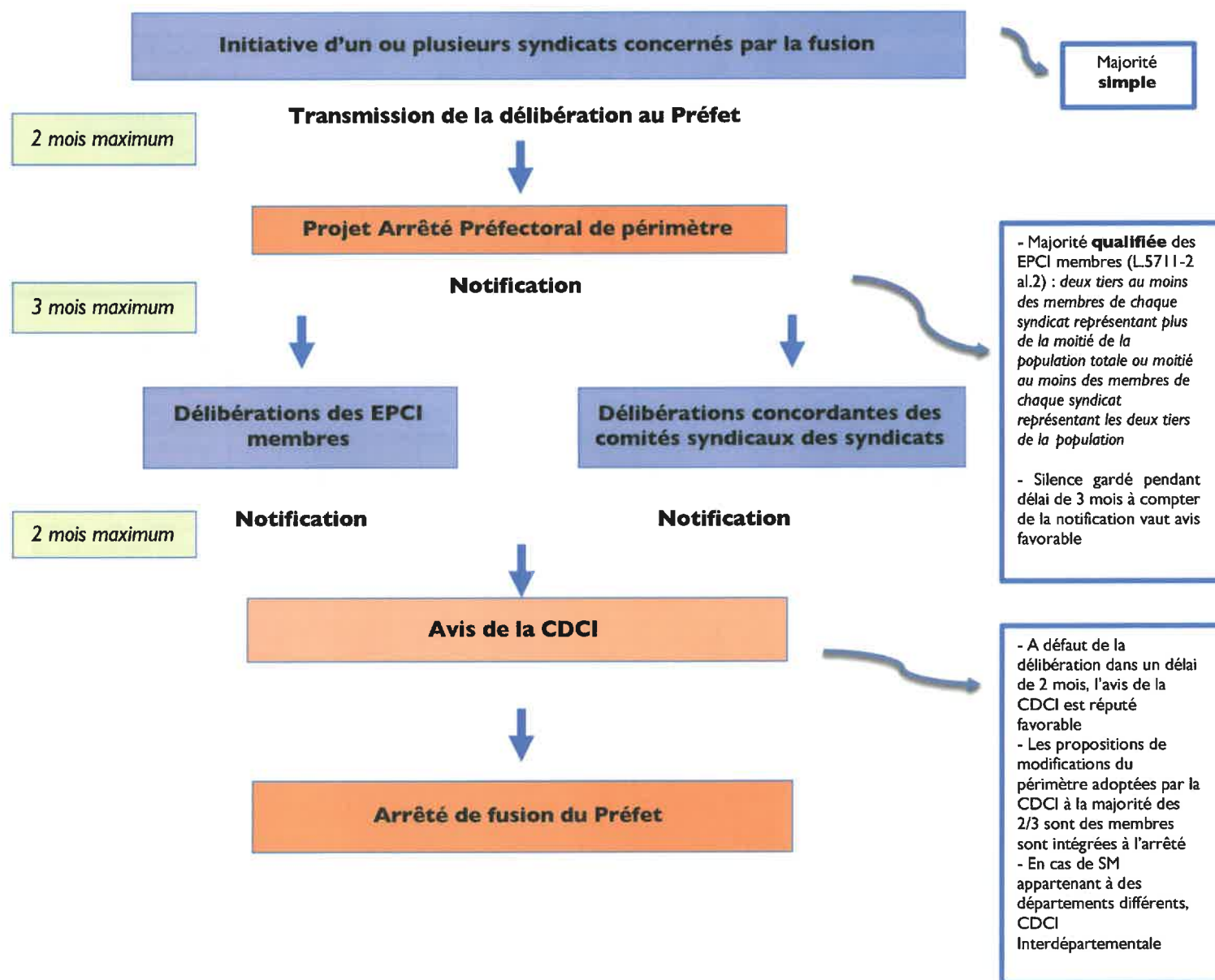
L'article L.5711-2 du CGCT dispose que :

« Les syndicats mixtes peuvent être autorisés à fusionner. La fusion est opérée dans les conditions prévues par l'article L5211-41-3 à l'exception des dispositions relatives à la continuité territoriale.

Pour l'application du II de cet article, l'accord sur la fusion est exprimé par délibérations concordantes des organes délibérants des syndicats mixtes intéressés et par les deux tiers au moins des membres de chaque syndicat représentant plus de la moitié de la population totale ou par la moitié au moins des membres de chaque syndicat représentant les deux tiers de la population ».

Il convient donc, pour connaître la procédure à appliquer, de se reporter à l'article L.5211-41-3 du CGCT, qui régit les procédures de fusion des EPCI dont au moins l'un est à fiscalité propre.

**Cette procédure, adaptée à la fusion de syndicats mixtes, peut être synthétisée comme suit :**



Il ressort donc de ce qui précède que **les similitudes entre les deux procédures sont nombreuses.**

Néanmoins, certains éléments sont **propres à la procédure de l'article L.5212-27** :

- Dans la procédure de l'article L.5212-27, la présence d'un EPCI à fiscalité propre n'est pas mentionnée et la fusion concerne un ou plusieurs syndicats intercommunaux ou syndicats mixtes.
- L'article L. 5212-27 n'exige pas formellement, au contraire de la procédure de l'article L. 5211-41-3 CGCT, un « *rapport explicatif* » et une « *étude d'impact budgétaire et fiscal* ». Attention, toutefois, certains services de l'Etat semblent estimer qu'il est nécessaire de fournir une étude d'incidences au sens de l'article L. 5211-39-2 CGCT en cas de fusion, même si ledit article ne mentionne pas expressément la fusion. Vos services de l'Etat pourraient opportunément être consultés sur ce point en amont de la procédure.
- Le moment où la CDCI intervient est différent : elle émet un avis avant la formalisation de l'arrêté préfectoral arrêtant le périmètre. De ce fait, le délai global de la procédure est plus court.
- Si le projet inclut un ou plusieurs syndicats mixtes ouverts en application de l'article L. 5721-1, la fusion exige en outre l'accord des organes délibérants des syndicats intéressés et des membres les constituant. Il s'agit donc d'un véritable droit de veto qui est ainsi reconnu au comité des syndicats mixtes ainsi qu'à leurs membres dans ce cas (CGCT, art. L. 5212-27, II, al. 2).

#### **En l'espèce :**

- Le SITIV et le SITNA pourraient avoir recours indifféremment aux deux procédures, mais les délais de celle de l'article L.5212-27 sont a priori plus réduits ;
- Les arrêtés seront nécessairement inter-préfectoraux, dans la mesure où le SITIV a un périmètre qui est à cheval sur deux départements (Côte d'Or et Haute-Marne) ;
- Dans l'hypothèse où vous feriez le choix de mettre en œuvre un scénario de fusion, nous vous conseillons une prise de contact en amont avec les services de l'Etat, afin de convenir de la procédure à mettre en œuvre et des modalités (calendrier prévisionnel notamment).

### **I.3 Les impacts de la fusion matière de gouvernance**

#### **• En matière de gouvernance**

**La nouvelle entité juridique issue de la fusion prendra la forme d'un syndicat mixte fermé**, dans la mesure où les deux syndicats préexistants revêtaient cette forme (Articles L.5211-41-3 II et L.5212-27 II).

La lecture des deux articles relatifs aux procédures précitées conduit à la même conclusion, même si la rédaction de l'article L.5212-27 IV est plus explicite (« *La fusion entraîne une nouvelle élection des délégués des membres du nouveau syndicat au conseil de ce dernier* ») : **la fusion nécessite la recomposition totale de l'organe délibérant de la nouvelle entité, et donc, de facto, à la réélection du bureau (donc, notamment du Président).**

S'agissant de syndicats mixtes, il conviendra de se reporter, pour la désignation des délégués, aux dispositions de l'article L.5711-I du CGCT, afin de pourvoir les sièges revenant à chaque membre en application du projet de statuts et de l'acte prononçant la fusion (Arrêté inter-préfectoral en l'espèce) :

*« Pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale avec ou sans fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.*

*Le conseil municipal et l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent décider, à l'unanimité, de ne pas procéder par scrutin secret aux nominations de leurs délégués au sein d'un syndicat mixte ».*

Des dispositions **transitoires** sont prévues pour chacune des procédures :

- **Article L. 5211-41- 3 :**

Le mandat des membres du conseil en fonction avant la fusion est prorogé jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant au plus tard le vendredi de la quatrième semaine suivant la fusion ;

La présidence de l'établissement public issu de la fusion est assurée, à titre transitoire, par le plus âgé des présidents des établissements publics ayant fusionné. Les pouvoirs de l'assemblée des délégués et du président sont limités aux actes d'administration conservatoire et urgente.

- **Article L. 5212-27 :**

Le mandat des délégués en fonction avant la fusion des syndicats est prorogé jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant, au plus tard le vendredi de la quatrième semaine suivant la fusion. La présidence du syndicat issu de la fusion est, à titre transitoire, assurée par le plus âgé des présidents des syndicats ayant fusionné.

Les pouvoirs de l'assemblée des délégués et du président sont limités aux actes d'administration conservatoire et urgente.

A défaut pour un établissement public de coopération intercommunale de l'un des anciens syndicats d'avoir désigné ses délégués, ce membre est représenté, au sein de l'organe délibérant du nouveau syndicat, soit le président si ce membre n'y compte qu'un délégué, soit, dans le cas contraire, par le président et un vice-président.

• **En matière de compétences**

En la matière, comme dans tout processus de fusion, le principe est celui de **l'harmonisation des compétences** des membres détenues par les membres et si des ajustements de compétences doivent être opérés, ils doivent l'être avant ou après la fusion, mais pas de manière concomitante à cette dernière (voir notamment en ce sens, dans une affaire vous concernant directement, TA Dijon, 1<sup>er</sup> juill.2021, *Syndicat du Bassin Versant de la Vouge et A.*, n°2100438).

Les dispositions de l'article L.5211-41-3 relatives aux compétences des EPCI à fiscalité propre ne sont pas applicables aux syndicats mixtes (III alinéas 2 à 5).

Il est précisé par l'article L.5212-27 III que « Les statuts déterminent parmi les compétences transférées aux syndicats existants celles qui sont exercées par le nouveau syndicat dans son périmètre ; les autres compétences font l'objet d'une restitution aux membres des syndicats ».

S'agissant des modalités financières et patrimoniales du transfert, les deux procédures renvoient expressément aux dispositions de l'article L.5211-17.

### En l'espèce :

Il ressort de l'analyse des statuts actuels que si les compétences respectives des deux syndicats sont rédigées de manière différente, le contenu de ces derniers renvoie aux libellés des items 1°, 2° et 8° de l'article L.211-7 du code de l'environnement.

Il conviendrait néanmoins de procéder à une analyse plus précise des statuts des deux syndicats afin de vérifier, d'une part, que la totalité des compétences et actions listées et identifiées pourraient être harmonisées au sein des statuts du syndicat issu de la fusion en référence aux items 1°, 2° et 8° de l'article L.211-7 du code de l'environnement (et aux items 7°, 11° et 12° qui sont en cours de transfert) et que, d'autre part, aucune compétence ne fera l'objet d'une restitution.

- **En matière de biens et de contrats**

Les formulations des alinéas sont, en la matière, identiques pour les deux procédures :

- **L'ensemble des biens, droits et obligations** des établissements publics fusionnés sont transférés à l'établissement public issu de la fusion.
- **Les contrats** sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le syndicat issu de la fusion. La substitution de personne morale dans les contrats conclus par les syndicats n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

### En l'espèce :

Il conviendra de procéder à un état des lieux préalable précis des biens immobiliers et mobiliers, et des droits et obligations des deux syndicats (y compris des éventuels contentieux), avant d'organiser leur transfert au syndicat issu de la fusion.

- **En matière de personnel**

S'agissant du sort des personnels, la formulation est également identique pour les deux procédures.

Le texte de l'article L. 5212-27 III 8<sup>ème</sup> alinéa (et la rédaction est la même pour l'article L.5211-41-3) dispose que :

*« L'ensemble des personnels des syndicats fusionnés est **réputé relever du syndicat issu de la fusion dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.** Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ».*

Dit autrement, cela signifie que les agents en fonctions avant la fusion sont, de plein droit, transférés au syndicat issu de la fusion, dans les mêmes conditions que celles qui étaient les leurs avant la fusion.

Cela signifie que les agents demeurent soumis à leur statut. Ils ne changent pas de cadre d'emplois ni de grade.

*NB : De même, les agents contractuels conservent la nature de leur engagement (CDD ou CDI) en vigueur lors de la fusion.*

Concrètement, cela a notamment pour conséquence que **la part statutaire de la rémunération des agents ne sera pas affectée**. Le traitement étant lié au grade et à l'échelon, sera maintenu, de même que le supplément familial de traitement ;

Par ailleurs, lors d'un transfert d'agent, **celui conserve, s'il y a intérêt, son régime indemnitaire ainsi, que, à titre individuel, les primes de fin d'année ou de « 13<sup>ème</sup> mois » instaurés avant l'entrée en vigueur de la loi du 26 janvier 1984, en dérogation du principe de parité.**

De même, l'agent conservera le bénéfice des éventuels contrats de prévoyance (article L.5111-7 du CGCT).

En revanche, l'indemnité de résidence est susceptible d'être modifiée si le transfert des agents à l'EPCI les fait changer de zone de salaires (voir art. 9 du décret du 24 octobre 1985), de même que la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI), qui est liée aux fonctions effectives de l'agent.

*NB : La loi ne prévoit pas d'acte spécifique matérialisant le transfert des agents des anciens EPCI vers le nouvel EPCI fusionné : le changement de situation est donc automatique et de plein droit. Cependant, en pratique, il est souhaitable de procéder à la matérialisation de ce changement (Arrêté pour les agents titulaires et avenant au contrat pour les contractuels).*

Enfin, en amont, le comité social territorial (CST) devra être saisi.

En effet, selon l'article 54 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics :

*« Le comité social territorial est consulté sur :*

**1° Les projets relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services ;**  
**(...)**

Dans la mesure où il est acquis qu'une fusion constitue bien un projet relatif au fonctionnement et à l'organisation des services au sens de cet article, le CST devra être saisi en amont de la procédure.

### **En l'espèce :**

Selon les informations qui nous ont été communiquées, l'équipe technique des syndicats est composée de 2 agents à temps plein :

- Un technicien de rivières ;
- Une chargée de missions – Animatrice du SAGE de la Tille.

Ces agents figurent actuellement dans les effectifs du SITIV et sont mis à disposition du SITNA, par voie de convention, pour 50% de leur temps de travail.

**Ces agents seront donc, après la fusion, employés par le futur syndicat et les conventions de mise à disposition deviendront sans objet.**

Chaque syndicat emploie également une secrétaire comptable :



- En activité accessoire (5 heures / semaines) pour le SITIV ;
- En CDD (5 heures / semaines) pour le SITNA.

**Ces agents seront également employés par le futur syndicat, dans les mêmes conditions.**

En effet, la règle s'appliquera également pour l'agent exerçant une activité accessoire, dans la mesure où le Conseil d'Etat a récemment jugé que dans une telle situation, le législateur, qui a entendu éviter les effets de discontinuité en cas de substitution d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à un syndicat mixte, n'a assorti les dispositions prévoyant que l'ensemble des personnels de l'établissement transformé est réputé relever du nouvel établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes d'aucune restriction quant à leur champ d'application **de sorte que les personnels exerçant une activité accessoire n'ont pas à être exclus de ce dispositif** (CE, 20 dec. 2023, n°459883). Certes, le cas concernait en l'espèce la substitution d'une communauté d'agglomération à un syndicat mixte dans le cadre de l'article L.5216-6 du CGCT, mais le raisonnement nous paraît transposable aux fusions de syndicats.

## **2. La procédure d'« adhésion-dissolution » de l'article L.5711-4**

L'article L.5711-4 dispose que :

*« En matière de gestion de l'eau **et des cours d'eau**, d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, de collecte ou de traitement des déchets ménagers et assimilés, ou de distribution d'électricité ou de gaz naturel ou de réseaux et services locaux de communications électroniques, **un syndicat mixte relevant du présent titre peut adhérer à un autre syndicat mixte défini au présent titre** ou institué en application de l'article L. 5721-2, **suivant la procédure définie à l'article L. 5211-18**. L'adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte est sans incidence sur les règles qui régissent ce dernier.*

*Lorsque le syndicat mixte qui adhère à un autre syndicat mixte lui transfère la totalité des compétences qu'il exerce, l'adhésion entraîne sa dissolution.*

*Les membres du syndicat mixte dissous deviennent de plein droit membres du syndicat mixte qui subsiste.*

*Sauf disposition statutaire contraire, il leur est attribué au sein du comité syndical un nombre de sièges identique à celui dont disposait le syndicat mixte dissous.*

*L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat mixte dissous sont transférés au syndicat mixte auquel il adhère. Celui-ci est substitué de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, au syndicat mixte dissous dans toutes ses délibérations et tous ses actes.*

*Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le syndicat mixte qui subsiste. La substitution n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.*

*Le transfert est effectué à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts ou honoraires.*

*L'ensemble des personnels du syndicat mixte dissous est réputé relever du syndicat mixte auquel il adhère dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.*

*Les transferts de compétences s'effectuent dans les conditions financières et patrimoniales prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 5211-17. »*

Il ressort de ces dispositions que, pour les syndicats mixtes qui exercent tout ou partie des compétences visées au 1<sup>er</sup> alinéa (dont la « gestion des cours d'eau »), l'adhésion à un autre syndicat mixte est envisageable et qu'en cas de transfert de la totalité des compétences par le syndicat mixte qui adhère, ce dernier doit être dissous.

**Il existe donc une différence fondamentale avec les deux procédures de fusion exposées au point I, puisque dans le cas du présent scénario, l'un des deux syndicats restera en place, alors que dans un scénario de fusion, une nouvelle entité sera créée, entraînant la disparition des deux syndicats préexistants.**

**En l'espèce**, compte tenu des compétences respectives du SITIV et du SITVA, qui se rapportent directement à la gestion des cours d'eau au sens de cet article, le recours à cette procédure est envisageable.

Dans la mesure où, visiblement, aucune procédure d'adhésion spécifique à un autre syndicat ne figure dans les statuts du SITIV ou du SITVA, il conviendra de consulter, préalablement à la décision du comité du syndicat 2 acceptant son adhésion au syndicat 1, les membres du syndicat 2 à la majorité qualifiée (cf. ci-dessous)

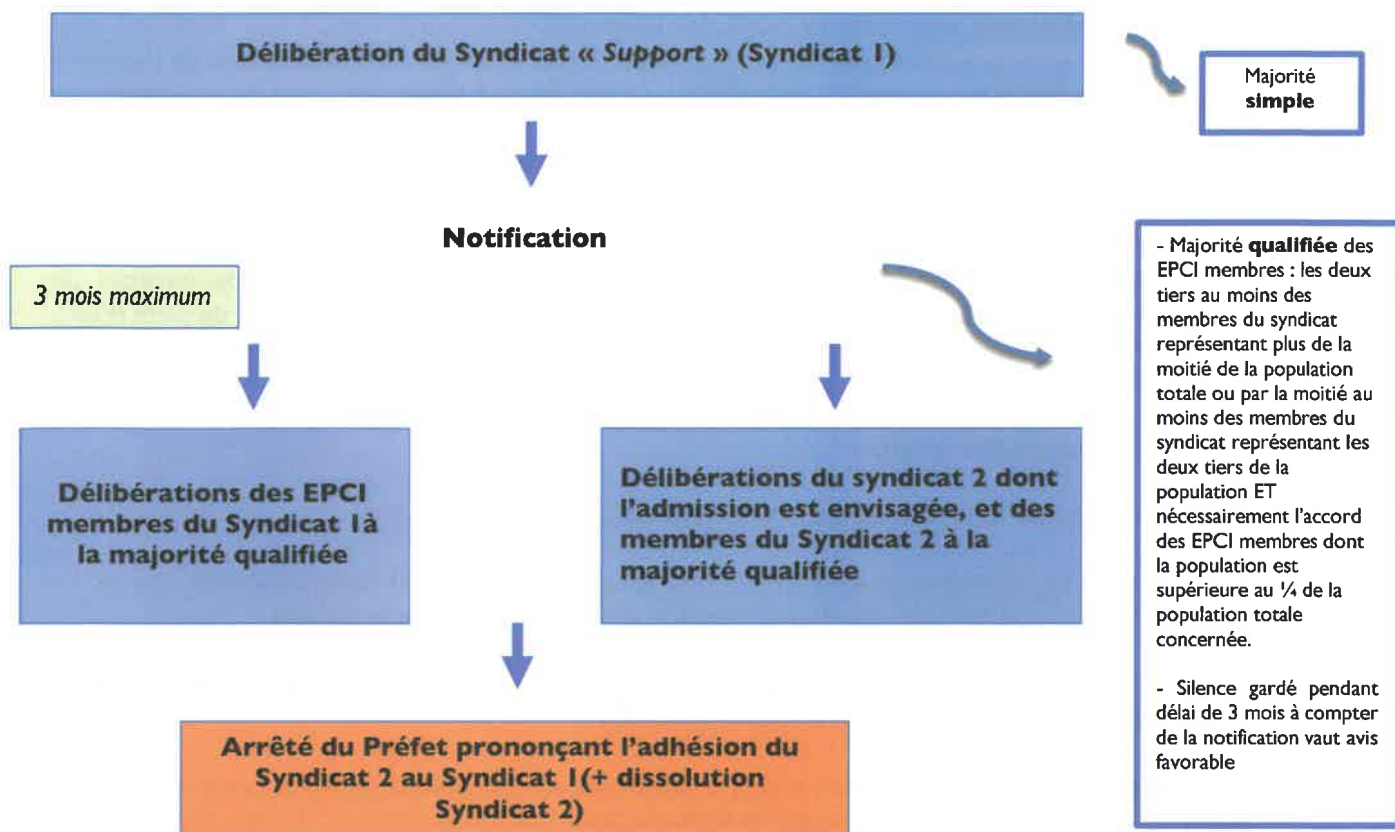
Attention, toutefois :

- A bien prévoir en amont **l'étude d'incidences** prévue par l'article L. 5211-39-2 CGCT, que la plupart des services de l'Etat exigent en cas d'extension de périmètre de syndicats mixtes, alors même que ces derniers ne sont pas expressément visés par l'article L. 5211-39-2 CGCT...
- A bien anticiper, en amont, toujours avec les services de l'Etat, la **question de la consultation de la CDCI** au sens de l'article L. 5211-45 CGCT, puisqu'il y aurait ici modification de périmètre d'un syndicat mixte (sur ce point aussi, l'interprétation des services de l'Etat peut varier).

Par ailleurs, si l'un des deux syndicats, du fait de son adhésion à l'autre (qui procédera donc à une extension de son périmètre) lui transfère la totalité de ses compétences, il sera dissous de plein droit.

## **2.1 La procédure**

La procédure applicable est celle de l'article L.5211-18, qui régit les extensions de périmètre.



NB : l'initiative de la demande d'adhésion peut également émaner du Syndicat 2 (ou du Préfet). Mais ceci ajoute une étape supplémentaire (délibération du Syndicat 1).

## 2.2 Les impacts de l'adhésion-dissolution

### • En matière de gouvernance

Selon les dispositions de l'article L.5211-4, les membres du syndicat mixte dissous deviennent de plein droit membres du syndicat mixte qui subsiste et, sauf disposition statutaire contraire, il leur est attribué au sein du comité syndical du syndicat support un nombre de sièges identique à celui dont disposait le syndicat mixte dissous.

**En l'espèce**, les membres (communautés de communes et le cas échéant une Métropole, si c'est le SITNA qui devait être dissous) deviendront membres du syndicat support, avec un nombre de sièges identique à celui dont ils disposaient au sein du syndicat dissous.

NB : sauf à supposer qu'en amont, les statuts du syndicat support soient révisés, afin de convenir d'une autre répartition du nombre de sièges...

### • En matière de biens et de contrats

**L'ensemble des biens, droits et obligations** du syndicat mixte dissous sont transférés au syndicat mixte support. Ce dernier est substitué de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, au syndicat mixte dissous dans toutes ses délibérations et tous ses actes.

- **Les contrats** sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le syndicat mixte qui subsiste. La substitution n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

### **En l'espèce :**

S'il existe bien, dans le texte, un principe de substitution de l'entité qui reçoit le transfert de compétence à celle qui la détenait initialement s'appliquant automatiquement (et donc de plein droit), il est préférable de privilégier en pratique, tant pour des raisons de clarté que de sécurité juridique, un avenant tripartite au contrat initial.

#### **- S'agissant des biens :**

Le régime prévu par le CGCT est celui de la mise à disposition des biens.

Cette dernière est opérée de plein droit et à titre gratuit (CAA Lyon, 28 septembre 2006, *Cne de Commelle*, req. n° 03LY01573). Elle doit néanmoins, être comptablement constatée.

La mise à disposition n'entraîne aucun transfert de propriété, les communes demeurant seules titulaires du droit de propriété (art. L 1321-2 du CGCT).

En conséquence, la mise à disposition n'est pas soumise aux formalités de publicité foncière, ni assujettie aux frais afférents (réponse du Ministre de l'intérieur à la question n° 35 865, JOAN du 20 décembre 1999, p. 7300).

D'ailleurs, de manière plus générale, le 7<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.5711-4 dispose que Le transfert est effectué à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts ou honoraires.

Le bénéficiaire du transfert de compétence dispose de la totalité des pouvoirs de gestion afférents aux dits biens (à savoir l'ensemble des obligations du propriétaire, tous les pouvoirs de gestion, de renouvellement des biens mobiliers, d'autorisation d'occupation des biens remis, la perception des fruits et produits, les actions en justice au lieu et place du propriétaire)

La mise à disposition est constatée par un procès-verbal de mise à disposition des biens (ou une convention), lequel doit obligatoirement préciser la consistance des biens, la situation juridique de ceux-ci, de même que leur état et l'évaluation de leur remise en état.

**En l'espèce**, Il conviendra de procéder à un état des lieux préalable précis des biens immobiliers et mobiliers, et des droits et obligations des deux syndicats, avant d'organiser leur transfert au syndicat support.

#### **• En matière de personnel**

La formulation est la même que pour les cas de fusions exposés ci-dessus : l'ensemble des personnels du syndicat mixte dissous est réputé relever du syndicat mixte auquel il adhère dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.

Cela signifie que, de manière générale, les effets sur les personnels sont les mêmes que ceux exposés précédemment (maintien de la rémunération, des avantages acquis, etc...).

**Il existe cependant une différence notable** : s'agissant dans ce scénario d'un transfert de compétences d'un syndicat mixte à un autre, et non d'une fusion, les dispositions de l'article L.521 I-4-I du CGCT vont s'appliquer.

Ce dernier dispose que :

*« Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune peut conserver tout ou partie du service concerné par le transfert de compétences, à raison du caractère partiel de ce dernier.*

**Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré en application de l'alinéa précédent sont transférés dans l'établissement public de coopération intercommunale. Ils relèvent de cet établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.**

*Les modalités du transfert prévu aux deux premiers alinéas du présent I font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale. Cette décision est prise après établissement d'une fiche d'impact décrivant notamment les effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail, ainsi que sur la rémunération et les droits acquis des fonctionnaires et des agents territoriaux non titulaires concernés. La fiche d'impact est annexée à la décision. Les accords conclus préalablement à la décision sont annexés à la décision. La décision et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités techniques compétents.*

**Le transfert peut être proposé** aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires **exerçant pour partie seulement** dans un service ou une partie de service transféré. En cas de refus, ils sont de plein droit et sans limitation de durée mis à disposition, à titre individuel et pour la partie de leurs fonctions relevant du service ou de la partie de service transféré, du président de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Ils sont placés, pour l'exercice de cette partie de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale.

*Les agents transférés en vertu des alinéas précédents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ».*

**Le principe érigé par le législateur est donc clair : lors d'un transfert de compétence à un EPCI à fiscalité propre (ou à un syndicat mixte fermé, puisque l'article L.521 I-4-I est applicable à ces derniers par renvoi de l'article L.571 I-1 du même code), le personnel suit la compétence.**

Notons cependant que le législateur a ici expressément prévu le cas (4<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.521 I-4-1) où l'agent n'exerce ses fonctions **que pour partie dans le service transféré**, avec dans ce cas un mécanisme de proposition de transfert à l'agent, et, en cas de désaccord de ce dernier, une mise à disposition de plein droit.

#### **Deux situations sont alors possibles :**

- Les agents titulaires et contractuels qui exercent la **totalité** de leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré, sont **transférés (de plein droit) à l'échelon supérieur**.
- Les agents qui exercent **partiellement** leurs fonctions dans un service ou une partie de service transférés ne sont pas transférés de plein droit mais **peuvent se voir proposer un transfert à l'EPCI ou au syndicat mixte concerné**.

Si le transfert est proposé à l'agent, il pourra le refuser, mais dans ce cas il sera mis à disposition de l'EPCI, de plein droit et sans limitation de durée, pour la partie de ses fonctions relevant du service ou de la partie de service transféré. Ceci signifie donc que pour l'autre partie de ses fonctions, l'agent est censé continuer à effectuer ses fonctions au sein des services d'origine.

Quant aux agents qui ne s'opposent pas au transfert, ils sont transférés selon les modalités fixées par une décision conjointe de la commune et de l'EPCI.

Enfin, si le transfert n'est pas proposé à l'agent, il restera en poste dans la collectivité d'origine pour l'ensemble de ces missions (avec possibilité de mise en place de dispositifs conventionnels de mutualisation).

#### **En l'espèce :**

Au regard des informations sur la situation des personnels telle que décrite au point 1.3 (P.7), il conviendra, si ce scénario est mis en œuvre et en fonction du syndicat support qui aura été désigné, d'analyser plus précisément la situation des agents concernés, au regard de leur temps de missions dans l'exercice des compétences transférées.

Comme pour les scénarios de fusion, le Comité Social Territorial de chaque syndicat devra être consulté en amont.

*NB : Si ce scénario est mis en œuvre, il conviendra également d'analyser plus précisément les modalités de dissolution du syndicat qui disparaîtra.*

Nous demeurons à votre disposition pour de plus amples informations et vous prions de croire, Monsieur le Président, cher Monsieur, en l'assurance de notre dévouement.

**Didier MILLAND**

